

Yannick Jadot ne dévie

Malgré un début de campagne laborieux, le candidat écologiste veut croire que la force de son projet peut faire mentir les pronostics. En Verts et contre tous.

Une cravate bleu nuit n'a pas suffi à inverser la courbe des sondages. Malgré l'ajout récent de cet accessoire, censé « présidentialiser » son image, Yannick Jadot ne parvient pas à imprimer sa marque. C'est d'autant plus surprenant que l'urgence climatique, thème phare des écologistes, s'est imposée auprès du public. Des observateurs pointent la personnalité du candidat – trop effacée. D'autres mettent en cause la nature même du mouvement écolo, fragmenté entre divers courants et rétif par principe à toute forme de personnalisation. S'il ne peut méconnaître ces paramètres, le prétendant à l'Élysée affecte de les ignorer. Convaincu que « l'écologie est l'avenir de la gauche », droit dans ses bottes de campagne, il attend avec impatience le débat d'idées qui permettra « enfin » aux Français de choisir leur Président en connaissance de cause.

Entretien réalisé à Paris par Lionel PAOLI
lpaoli@nicematin.fr

Reportage photos : Franz CHAVAROCHE
fchavaroche@nicematin.fr

« Je veux porter des pulsions de fraternité »

Toutes les enquêtes le confirment : l'écologie est une préoccupation majeure pour deux Français sur trois. Pourtant, votre campagne semble patiner. La faute à quoi... ou à qui ?

Pour l'instant, il n'y a pas de faute. Si les sondages étaient prédictifs, on n'aurait pas eu ce succès aux dernières élections européennes ni une seule mairie gagnée en 2020. Nous allons rentrer dans le temps de la confrontation des idées : les Français vont réaliser que le seul projet clair sur l'écologie, le climat et le vivant, c'est le nôtre.

La plupart de vos concurrents, notamment ceux de gauche, ont intégré la préoccupation climatique dans leur discours. Un candidat écologiste est-il encore nécessaire ?

Tout le monde en parle, en effet. Mais il y a ceux qui en parlent et ceux qui la font. Les écologistes sont ceux qui ne lâchent jamais. Par ailleurs, je pense qu'on ne peut gagner la bataille du climat qu'au sein de l'Europe. D'autres candidats veulent sortir de l'Union.

Selon l'enquête Odoxa-Mascaret publiée le 17 février, plus d'un tiers des sondés jugent que vous n'avez pas la carrure d'un Président. Vous doutez parfois ?

Jamais. [Il sourit]

De nombreux observateurs pointent le rôle ambigu de Sandrine Rousseau, proche idéologiquement de Jean-Luc Mélenchon. Sa présence dans

votre campagne, c'est un mal nécessaire ?

Non. Vous savez, l'écologie est diverse ; c'est une force.

N'êtes-vous pas embarrassé par la frange radicale de vos militants : les antitech, antisécistes, les ultra-véganes ?

Pas du tout. Je comprends cette radicalité. Deux tiers des jeunes sont « éco-anxieux », angoissés par l'avenir. Ils se mobilisent contre la souffrance animale, pour la biodiversité. Ils sont choqués par l'inaction des gouvernements. Mon rôle, c'est de porter cette radicalité pour la transformer en capacité à gouverner.

Jean-Marc Governatori, candidat niçois à la primaire écolo, affirme que les résultats ont été « pipés ». Il les conteste devant la justice et se présente à la présidentielle. Quel regard portez-vous sur lui ?

Ah bon, il est candidat ? Mais il n'a pas une seule signature... [Il sourit] En ce qui concerne sa contestation, la justice tranchera. Je trouve assez triste de ne pas être capable de reconnaître une défaite.

Christiane Taubira peine à réunir les 500 parrainages. Comment jugez-vous sa candidature ?

C'est une femme de grande qualité. J'ai les bras grands ouverts en direction des progressistes et des humanistes qui ont compris que l'écologie est l'avenir de la gauche. On verra quels seront ses choix dans les prochains jours.



En 2017, vous vous êtes retiré pour soutenir Benoît Hamon. Aujourd'hui, vous pensez qu'Anne Hidalgo devrait vous renvoyer l'ascenseur ?

La question ne se pose pas en ces termes. Aujourd'hui, c'est autour de l'écologie que la gauche peut se reconstruire. On est déjà percuté par les effets du dérèglement climatique : il nous faut mettre ce sujet au cœur de la campagne.

Vous avez qualifié Éric Zemmour de « juif de service », le 13 février sur Radio J. Ces propos n'étaient-ils pas maladroits ?

L'expression n'était pas forcément heureuse. Mais je considère qu'il y a une forme d'excitation un peu

morbide autour de Zemmour qui masque la réalité de ses propos. Quand il accuse Dreyfus, quand il innocent Pétain et Papon, il sert de caution à une forme d'antisémitisme d'extrême droite. Autour de son projet, il y a des dangers majeurs pour notre société.

Comment expliquez-vous la popularité dont il jouit ?

Notre pays est très tendu. Il y a beaucoup d'injustice et de colère. Zemmour manipule toutes ces angoisses, puis les transforme en panique identitaire en désignant des boucs émissaires. Il porte des pulsions de haine ; je veux porter des pulsions de fraternité.



« Notre projet est le seul qui investit pour réduire les dépenses contraintes »

La préoccupation N° 1 des Français, c'est le pouvoir d'achat. Que proposez-vous concrètement ?

D'abord, 400 euros immédiatement en chèque énergie pour les 6 millions de familles qui en bénéficient déjà ; 100 euros pour toutes les autres. Je veux rendre obligatoire le forfait mobilité durable dans les entreprises, ce qui permettrait de couvrir jusqu'à 1 000 euros de frais de déplacement par le covoiturage. Plus structurellement, l'écologie est le seul projet qui investit pour réduire les dépenses contraintes de logement, de transport, de chauffage. C'est ce que j'appelle le « treizième mois écolo » : pas un

revenu supplémentaire, mais une économie en fin d'année.

En termes de sécurité, votre projet semble assez sommaire...

Ce n'est pas mon avis. J'ai rencontré tous les syndicats de policiers... sauf Alliance, je l'admets, car je n'accepte pas leurs positions sur la justice : c'est une remise en cause de l'État de droit. Tous les autres aspirent à redonner un sens à leurs missions. Ils veulent arrêter la politique du chiffre, retourner sur le terrain, être formés. Il faut répondre à ces attentes. Par exemple, je trouve absurde qu'il faille aller au commissariat pour obtenir une procuration ! Est-ce réellement

le rôle des policiers ?

Vous vous êtes engagés pour une réduction du temps de travail : sous quelle forme ?

Je veux mettre en place une convention citoyenne pour discuter du temps de travail. Le sens de l'histoire, c'est de travailler moins. Mais il ne faut pas imposer le même schéma à tous. Certaines entreprises souhaitent les 32 heures par semaine, d'autres peuvent proposer à leurs salariés de s'arrêter six mois tous les cinq ans. D'autres encore pourraient permettre le cumul des heures sur un compte épargne-temps afin de travailler moins à partir de 50 ans.

pas de son cap « Verts »



« Il y a une forme d'excitation morbide autour d'Eric Zemmour qui masque la réalité de ses propos », déplore Yannick Jadot.

Pour « un vote du cœur avant un vote de peur »

La plupart des candidats du centre et de droite envisagent de retarder l'âge du départ à la retraite. Vous, vous proposez de maintenir l'âge légal à 62 ans ?

Aujourd'hui, une personne sur deux qui fait valoir ses droits à la retraite ne travaille plus. Soit elle est en maladie, soit elle est au chômage, soit elle est déjà sur les minima sociaux. Reculer l'âge de la retraite, c'est accentuer toutes les difficultés qui existent déjà. Et cela revient à accentuer l'inégalité qui existe déjà entre un ouvrier et un cadre. Savez-vous que l'écart d'espérance de vie en bonne santé est de dix ans ? C'est une injustice majeure.

Quid du financement des pensions ?

Si vous regardez les travaux du Conseil d'orientation des retraites (Cor), il n'y a pas de problème de financement aujourd'hui.

Vous proposez également d'accorder le droit de vote dès 16 ans. Alors que 80 % des jeunes ne sont pas allés voter aux dernières régionales, quel intérêt ?

Cela permet au premier vote de se faire dans le cadre du lycée. On créera, au sein des établissements, de véritables espaces

pour enseigner l'importance du débat et de la démocratie. En Grande-Bretagne, les jeunes étaient pro-européens, mais ils ne sont pas allés voter : leurs parents leur ont fermé les portes du continent !

Ces très jeunes électeurs ne risquent-ils pas de pencher vers les extrêmes ?

Aux élections européennes, j'étais le premier chez les jeunes. Il y a eu d'abord un vote du cœur avant un vote de peur.

Vous réclamez la légalisation du cannabis. Pourquoi ?

Parce que qu'il faut sortir du déni. On est le pays le plus répressif et, en même temps, celui où il y a la plus grosse consommation et la plus grosse addiction chez les jeunes. Je veux sortir les quartiers des mafias du deal : je préfère une production et une vente encadrée, avec du cannabis bio, qui permet de dégager des recettes fiscales.

Êtes-vous favorable à l'euthanasie ?

Oui. La fin de sa vie, c'est encore sa vie. Il faut pouvoir choisir ce dernier moment. Une décision doit pouvoir être exprimée de façon anticipée et respectée.

Tac au tac

► **Sur la crise ukrainienne :** « On voit combien la question du gaz, et plus encore celle de notre dépendance aux énergies fossiles, pèse sur cette crise. »

► **Sur l'engagement français au Mali :** « Emmanuel Macron a sous-estimé la défiance de l'État malien. Depuis le début, on sait qu'il n'y a pas de solution militaire sans solution politique. On aurait dû exiger de l'État malien une lutte déterminée contre la corruption et des perspectives de développement pour la population. »

► **Sur la réglementation de la chasse :** « Il faut l'interdire le week-end et pendant les vacances scolaires. Je ne veux pas que les familles aient la trouille d'aller en forêt ! Il n'est pas tolérable qu'une randonneuse soit abattue alors qu'elle se promène tranquillement. Dans mon village, en Picardie, ça tire à 200 mètres le samedi et le dimanche matin : donc vous ne sortez pas ! Ce que je propose existe dans plusieurs pays d'Europe. »

► **Sur la levée des restrictions sanitaires :** « L'idée de lever le pass vaccinal une quinzaine de jours avant le premier tour n'est évidemment pas anodine. Ni une coïncidence. Je retiens, moi, que la loi qui imposait le pass vaccinal ne prévoyait pas de capteurs de CO₂ dans les écoles. »

La phrase

« La droite prétend être la championne de la sécurité ? Il suffit de regarder les chiffres : sous Nicolas Sarkozy, 12 000 postes de policiers ont été supprimés ! Sous Emmanuel Macron, les violences contre les personnes ont augmenté. Nous, nous recherchons l'efficacité, pas les coups de menton. »

« J'assume un emprunt de 25 milliards d'euros par an, c'est un moindre mal »

Vous êtes pour le septennat non-renouvelable. Pourquoi ?

Il faut déprésidentialiser notre République pour éviter cette concentration des pouvoirs. Le Président actuel a gouverné contre les maires, contre les syndicats, sans se préoccuper du Parlement. Ce n'est pas sérieux. Il doit être focalisé sur les grandes orientations, non sur la gestion quotidienne.

Ce que vous décrivez ressemble à la IV^e République...

Nos institutions actuelles sont stables, mais on ne résout aucun des grands problèmes de la société. La vraie question, c'est celle de l'efficacité de la politique publique.

Si vous êtes élu, cette mesure ne pourra pas s'appliquer à votre mandat. Vous ferez donc cinq ans non renouvelables ?

[Il bafouille] On verra... J'ai monté un conseil citoyen pour travailler sur le changement des institutions. Le 5 mars, je serai à leurs côtés pour

finaliser nos propositions.

Votre programme induit beaucoup de dépenses nouvelles. Comment financez-vous tout cela ?

J'assume l'emprunt : 25 milliards d'euros par an financés par la Banque européenne à un taux quasi-nul sur 50 ou 60 ans. Quand je vois l'état du climat et de la société, je pense que c'est un moindre mal. La dette financière de la France me préoccupe moins que la dette démocratique !



LE DÉCRYPTAGE

● **« Plusieurs pays d'Europe interdisent la chasse certains jours. »**

Vrai - Les lois anglaise, italienne, néerlandaise et portugaise ont institué un ou plusieurs jours de non-chasse. En Espagne et en Suisse, la loi nationale ne comporte aucune restriction, mais les règles locales peuvent en prévoir. Ainsi, la communauté de Madrid réserve au jeudi, au samedi et au dimanche l'exercice de la chasse au petit gibier, et le canton de Neuchâtel interdit toute chasse le dimanche, le mardi et le vendredi.

● **« Il n'y a pas de problème de financement des retraites. »**

Vrai et faux - Le dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites (Cor), publié en juin 2021, montre que, dans l'hypothèse où le système actuel demeure inchangé, « la part des dépenses de retraite dans le PIB restera sur une trajectoire maîtrisée à l'horizon 2070 ». Ceci en raison d'une diminution des gains d'espérance de vie. Cependant, le Cor précise que cette « trajectoire maîtrisée » se ferait au prix d'une baisse du niveau de vie des pensionnés.

● **« La France est le pays où il y a la plus grosse consommation de cannabis chez les jeunes. »**

Vrai - 44,8 % des Français de 15-64 ans ont déjà fumé un joint de cannabis, soit environ 18 millions, selon les derniers chiffres de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies. Ce pourcentage est bien moins élevé chez nos voisins : 38,4 % au Danemark, 37,5 % en Espagne, 32,7 % en Italie, 29 % au Royaume-Uni ou encore 28,2 % en Allemagne. Aux Pays-Bas, où la substance est en vente libre, il s'élève seulement à 27,7 %.

